



Finances publiques de la France 2017-2024 Éléments de bilan

Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances

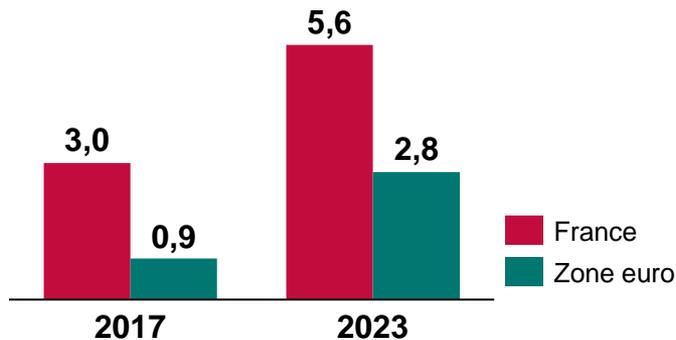
Mars 2024



La majorité présidentielle a hérité d'un déficit public à 3 % en 2017 et l'aurait dégradé jusqu'à 5,6 % en 2023

Déficits publics en zone euro et en France en 2017 et 2023

(en pourcentage du PIB)

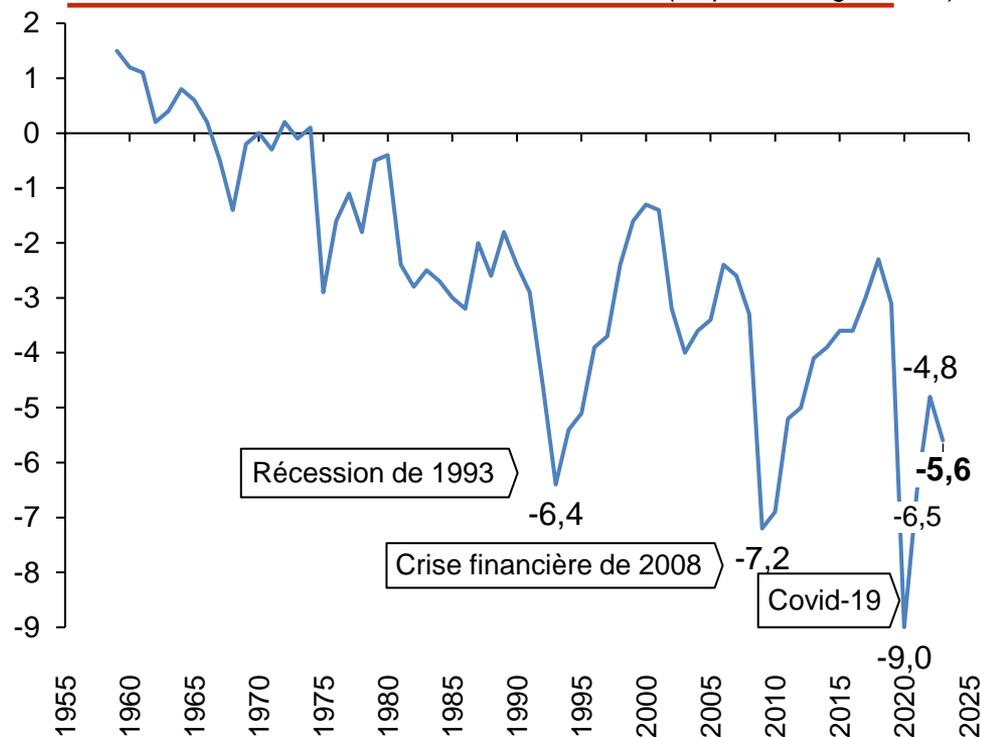


Source : Eurostat (chiffres du 3^{ème} trimestre pour la zone euro en 2023) et presse

L'État, qui porte la plus grande partie de ce déficit, devra trouver **601 milliards d'euros** en 2024 pour régler ses dépenses et rembourser la dette, avec seulement **305 milliards d'euros** de recettes nettes. La différence devra être empruntée.

Évolution du solde public de la France depuis 1959

(en pourcentage du PIB)

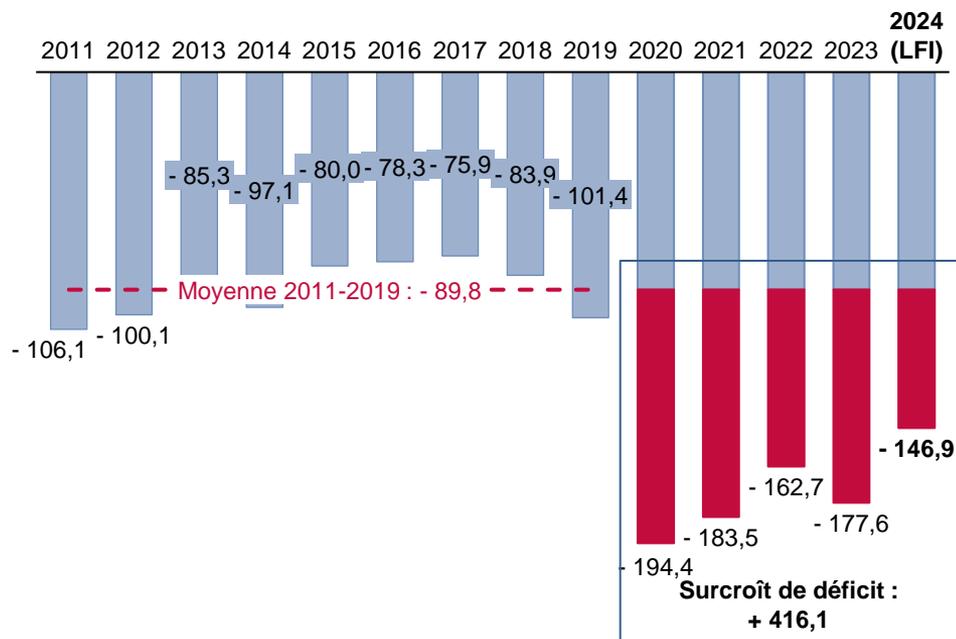


Source : commission des finances, d'après les données de l'Insee

« L'ère des déficits extrêmes », même hors période de crise

Évolution du solde budgétaire de l'État depuis 2011 en euros constants

(en milliards d'euros de 2024)



Cette majorité a porté le déficit moyen de l'Etat de :

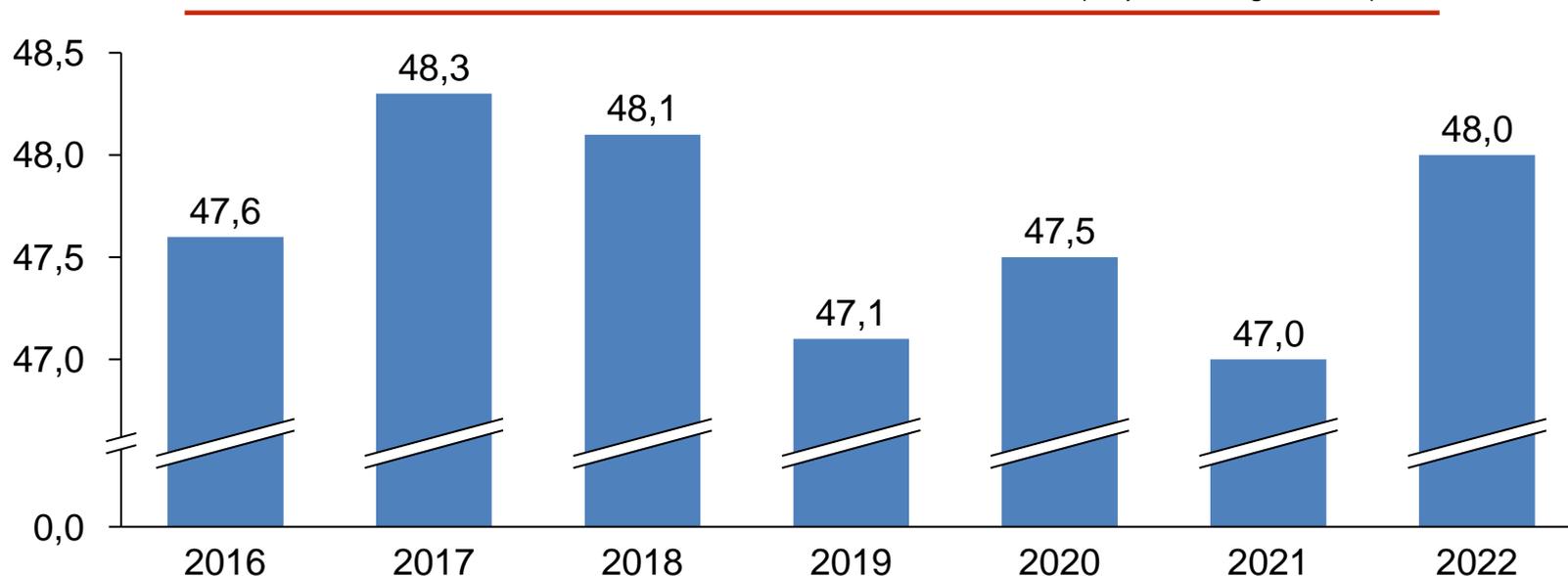
- **moins de 90 milliards** d'euros sous la précédent décennie
- à **plus de 150 milliards** d'euros par an depuis 2020

Soit une **hausse de 67 %**.

Malgré les annonces, des impôts plus élevés que sous le quinquennat Hollande

Évolution du taux de prélèvements obligatoires en France entre 2016 et 2022

(en pourcentage du PIB)



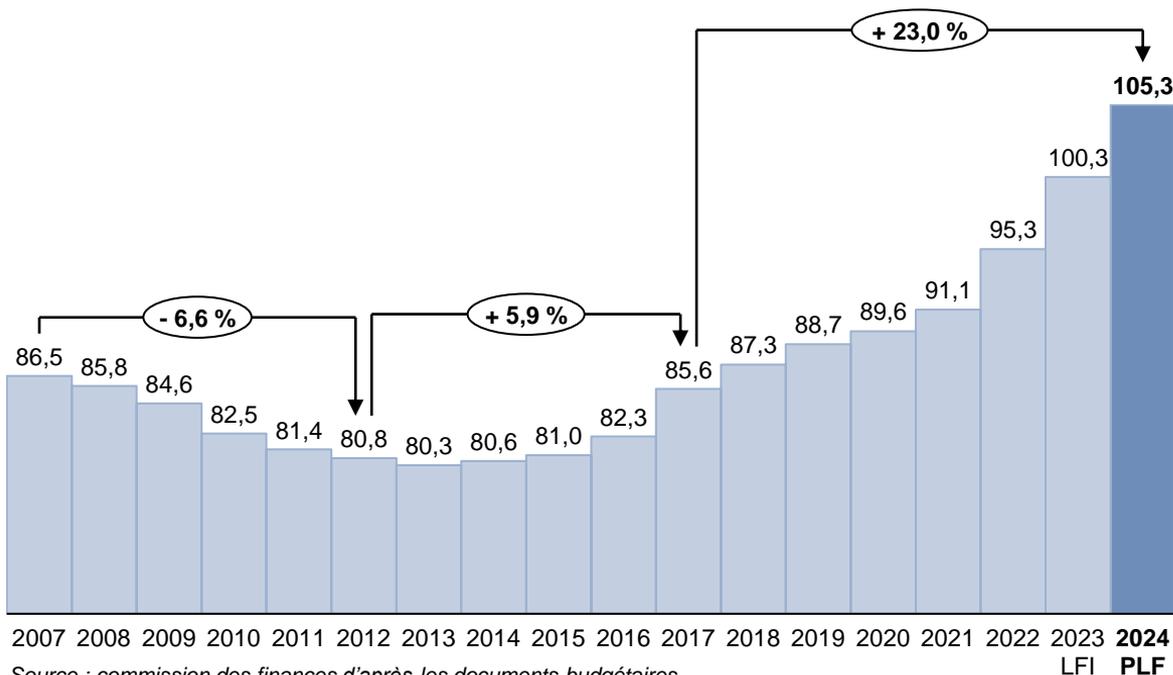
Source : commission des finances, d'après Eurostat

Note de lecture : la différence avec les chiffres retenus par l'Insee est due aux différences de comptabilisation des crédits d'impôts et des cotisations que se versent les États à eux-mêmes pour financer les retraites des agents publics

Une dérive de la masse salariale symptomatique de cette mauvaise gestion

Masse salariale de l'État et de ses opérateurs

(en milliards d'euros)



La masse salariale représente **23,6 % des dépenses nettes** de l'État.

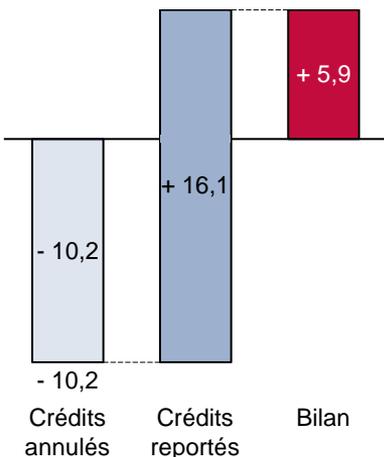
Schémas d'emplois prévus pour les ministères par les lois de finances initiales :

- 1,94 million d'ETPT en 2017
- 1,99 million d'ETPT en 2024
soit **+ 50 000 ETPT**

16 milliards d'euros de reports de crédits de 2023 vers 2024, soit un montant bien supérieur aux 10 milliards d'euros d'annulation du décret du 21 février

Le 21 février 2024, le **Gouvernement a annulé 10,2 milliards d'euros de crédits** prévus par la loi de finances promulguée moins de deux mois auparavant. Le Parlement est ainsi mis de côté, sans pour autant supprimer le **besoin d'un très probable collectif budgétaire d'ici à l'été**, pour ouvrir de nouveaux crédits dans les mois à venir.

En revanche, le Gouvernement n'a pas communiqué sur le **report de plus de 16 milliards d'euros de crédits de 2023 vers 2024**, crédits rajoutés à ceux prévus par la loi de finances selon une pratique opaque dénoncée depuis plusieurs années par la commission des finances. Exemples :



Le décret du 21 février a annulé 176 millions d'euros sur le programme 134 « Développement des entreprises et régulations »...

... mais un arrêté pris le 12 mars a rajouté 1,1 milliard d'euros aux crédits du même programme.

La loi de finances pour 2024 a autorisé 1,4 milliard d'euros pour le plan de relance...

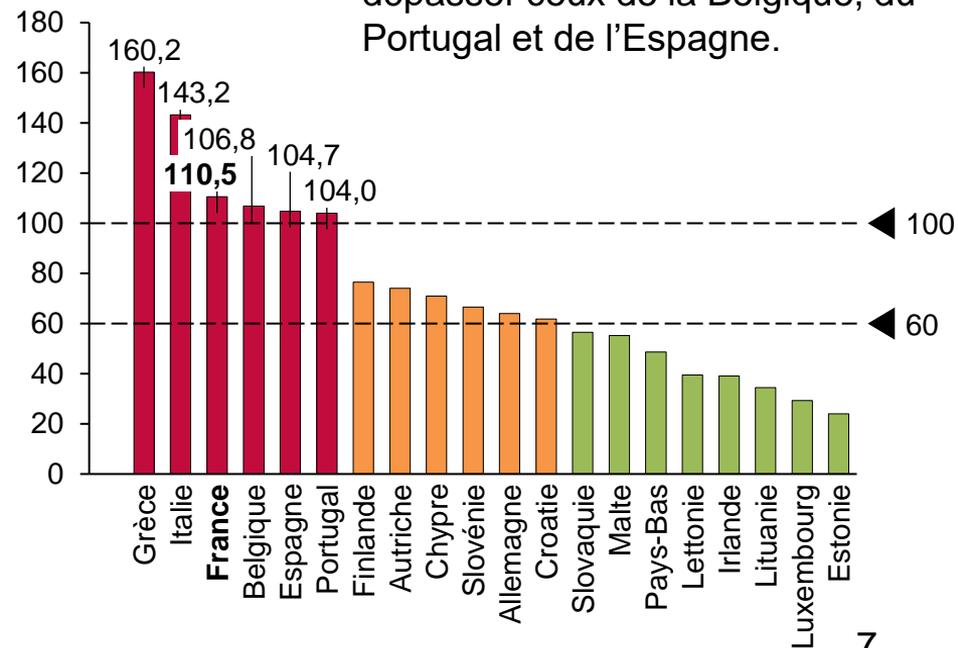
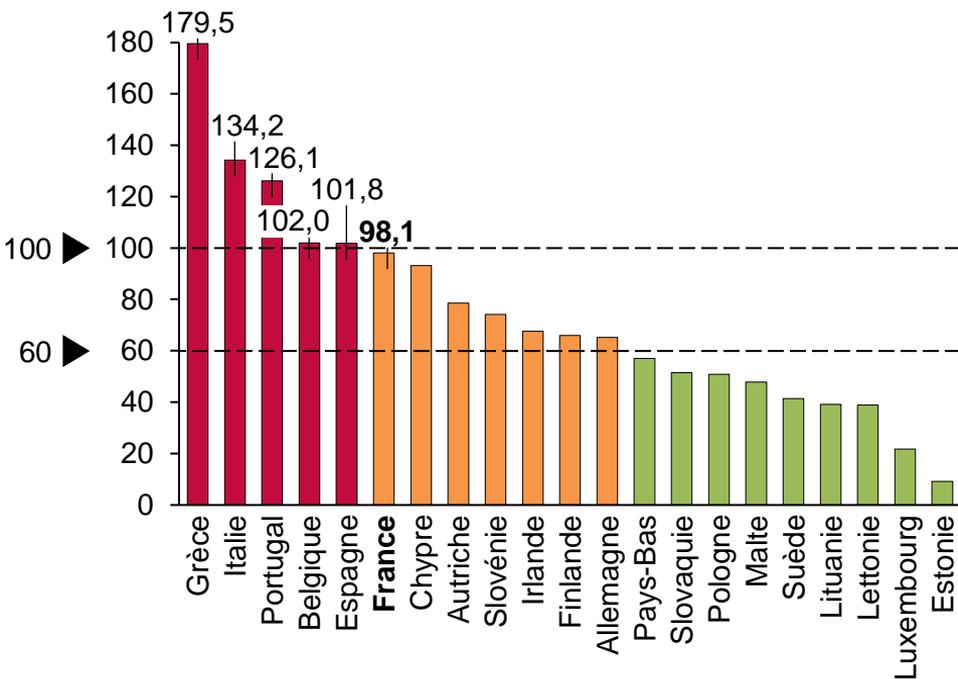
... mais le même arrêté a ajouté 5,7 milliards d'euros aux crédits de cette mission.

2017-2024 : chronique d'un endettement qui déclassé la France en Europe

Évolution de l'endettement des pays de la zone euro entre 2017 (graphique de gauche) et 2024 (graphique de droite)

(en point de PIB)

Depuis 2017, le taux d'endettement français s'est progressivement dégradé pour dépasser ceux de la Belgique, du Portugal et de l'Espagne.

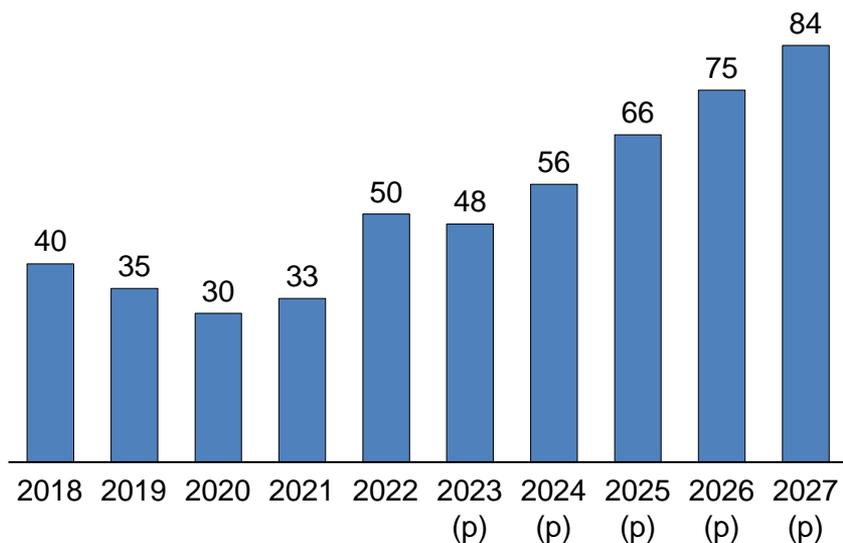


Source : commission des finances d'après Eurostat et les prévisions du FMI

La conséquence : en 2027, 45 milliards d'euros supplémentaires devront rembourser les intérêts de la dette plutôt que de la dépense productive

Évolution de la charge de la dette des administrations publiques entre 2018 et 2027

(en milliards d'euros - en comptabilité nationale – prévisions à partir de 2023)



Si la charge de la dette était restée à son niveau du début du quinquennat, ces 45 milliards d'euros aurait pu être dégagés pour financer des missions essentielles.

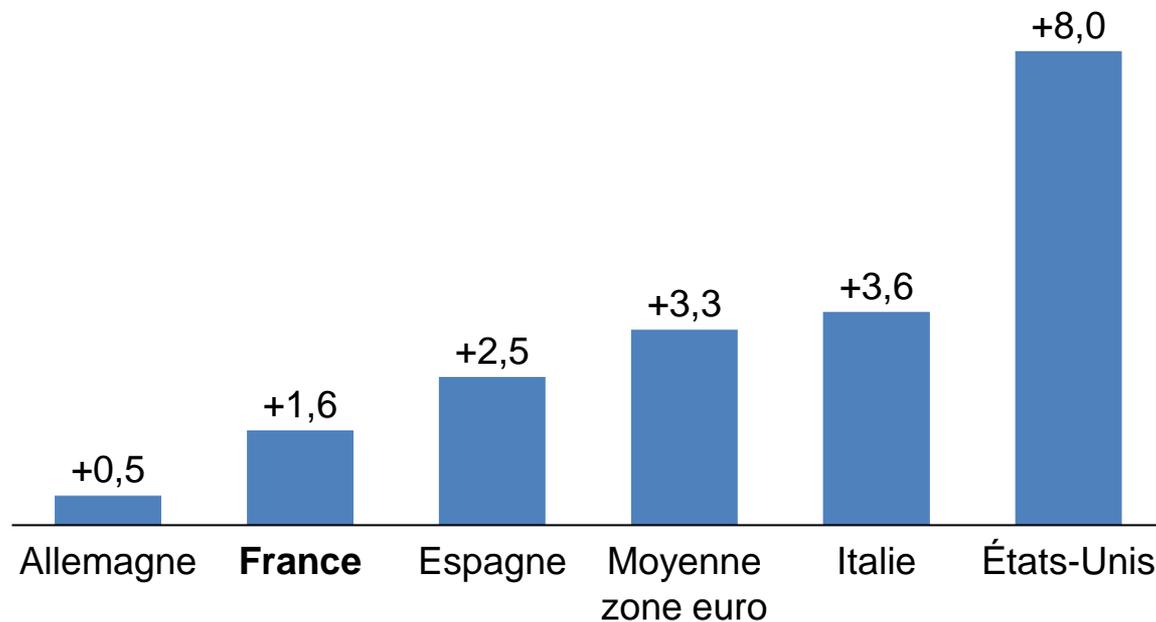
À titre de comparaison, 45 milliards d'euros c'est :

- l'équivalent de l'intégralité du budget de la Défense en 2024
- 3 fois le montant consacré à la police et à la gendarmerie
- plus de 2 fois le montant consacré à l'écologie

Malgré cette injection massive d'argent public par la dette, des performances macroéconomiques inférieures à celles de la zone euro

Croissance du PIB en volume entre 2019 et 2023 dans différents pays

(en pourcentage)





Finances publiques de la France 2017-2024 Éléments de bilan

Jean-François Husson, rapporteur général de la commission des finances

Mars 2024

